

# *l'Anti*capitaliste

n°759 | 19 juin 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE



## ZOOM

USA. Des millions de manifestantEs contre Trump

Page 3

## INTERNATIONAL

Kanaky. Cinq militants indépendantistes libérés mais toujours déportés

Page 4

## ARGUMENTS

Pour nos vies, nos fiertés, nos droits LGBTI, manifestons nombreuxEs!

Page 5

## CHAMP LIBRE

Contre-Salon du Bourget : entretien avec Kamel Brahmi de l'UD CGT 93

Page 8

## Édito

### Un autre gouvernement, une autre société, vite!

Par **FABIENNE DOLET**

« **C**e qui est en gestation, c'est le retour de la démocratie sociale », prétend François Bayrou au jour de la clôture des négociations du « conclave » sur les retraites. Parler de démocratie sociale pour cette comédie de dialogue entre le Medef et trois syndicats, qui s'étire depuis février pour n'aboutir probablement qu'au statu quo sur le départ de l'âge à la retraite... et, surtout, au maintien du Premier ministre à son poste. « Il fait traîner », souriait un parlementaire macroniste cité par le journal *le Monde*. Ce qui ne fait certainement pas sourire toutes celles et ceux qui se sont mobilisés en 2023 contre la réforme des retraites, contre l'extrême droite et les politiques macronistes avec le NFP en 2024.

Ce François Bayrou, pourtant au cœur de la tempête des violences physiques et sexuelles de Bétharram, aura donc tenu Matignon deux fois plus longtemps que Michel Barnier, en dépit de l'illégitimité de son gouvernement. La politique du fait accompli : nous, on n'oublie pas!

On n'oublie pas que ce gouvernement ne sera évidemment jamais le nôtre ni celui des travailleurEs, mais qu'il n'est pas non plus celui de la majorité de la population.

L'analyse fine du patrimoine des ministres, sur la base de leurs déclarations à la HATVP (Haute autorité pour la transparence de la vie publique), le montre. Quand le patrimoine moyen s'élève à 2,6 millions d'euros nets — le triple du gouvernement Valls il y a 11 ans! — on peut dire que ce gouvernement est un gouvernement de riches. Il est vrai que Marc Ferracci, ministre chargé de l'industrie et de l'énergie, et Éric Lombard, ministre de l'Économie et des Finances, pèsent chacun plus de 20 millions d'euros. Avec un peu plus de 131000 euros, Manuel Valls fait pâle figure! Le patrimoine médian est de 1,1 million, alors qu'il était de 660 000 euros pour le gouvernement Borne.

Et l'on ne parle ici que de patrimoine! Qui sont donc ces gens qui extorquent la représentation nationale? Qui sont donc ces gens qui nous font des leçons de morale sur le budget alors qu'ils font des cadeaux aux entreprises (de l'ordre de 207 milliards d'euros depuis 2017 et qui manquent aux finances publiques)? Qui sont ces gens pour qui l'inflation n'est rien?

Ils ne nous représentent pas. Il est temps que, sur nos lieux de travail, de vie et d'études, nous nous organisions pour prendre les décisions qui nous concernent, afin de sauver de la course aux profits et à la guerre notre humanité et la planète.

### Bien dit

Si Bruno Retailleau espère faire taire l'antifascisme avec la dissolution de la Jeune Garde, il est mal tombé.

Déclaration de RAPHAËL ARNAULT après l'annonce par le gouvernement de la dissolution de la Jeune Garde antifasciste, qui va contester cette décision devant le Conseil d'État.

## À bas les guerres impérialistes, non au Salon du Bourget!

MOYEN-ORIENT

Avec l'attaque de l'Iran par Israël, la situation au Moyen-Orient connaît une nouvelle accélération, tandis que le mouvement international pour la Palestine s'amplifie, notamment en France, dont la prochaine étape se situe au Bourget.

Le massacre à Gaza est chaque jour plus insupportable, avec notamment les assassinats de GazaouiEs lors des distributions d'aide humanitaire, la famine, les images d'enfants décharnés et les exemples de l'horreur absolue vécue par la population.

### Agir concrètement contre le blocus

L'inaction de la « communauté internationale » conduit les populations à chercher un moyen de briser le blocus de Gaza. C'est ce qu'a voulu symboliser la Flottille de la liberté à laquelle ont participé Rima Hassan et Greta Thunberg. C'est aussi ce blocus que la marche pour Gaza, notamment la caravane *Al Soumoud* (« persévérance » en arabe), tente de briser. Plusieurs milliers de personnes venues du Maroc, d'Algérie (dont des groupes féministes), de Tunisie et de Libye ont été arrêtées en voulant rejoindre Al Arish, dernière ville égyptienne avant Rafah, parfois battues, puis reconduites de force. Des militantEs, notamment notre camarade député de l'organisation irlandaise People Before Profit, Paul Murphy, ont été arrêtés au Caire. D'autres personnes ont été attaquées à Ismaïlia (juste avant le canal de Suez, voir notre reportage vidéo). Une partie de la caravane a été stoppée près de Syrte, en Libye, avec les mêmes méthodes : répression par l'armée et la police, participation



de bandes armées payées par le pouvoir. Cela montre la complicité des régimes arabes, tandis que les militantEs rapportent toutes la solidarité et l'aide des populations locales.

### Vers un regain de la mobilisation en France?

La résistance semble enfin connaître une nouvelle dynamique en France, encouragée par l'action symbolique de la Flottille et par le succès de la mobilisation contre l'interdiction d'urgence Palestine. Les 4 et 5 juin, les dockers de Fos-sur-Mer ont bloqué trois containers contenant notamment des tubes de canons fabriqués par Aubert et Duval et des pièces pour fusils mitrailleurs produites par Eurolinks.

Les manifestations du 14 juin ont enregistré un regain de participation partout, y compris dans des villes moyennes ou petites (600 à Angers, 850 à Romans, 200 à Dreux, 1000 à Gennevilliers, etc.). Il y a cependant un gros travail à mener pour que cette mobilisation ne soit pas temporaire — d'autant que l'attaque contre l'Iran modifie à nouveau la situation.

### De nouveaux enjeux avec l'attaque contre l'Iran

Nous avons prévu cette attaque lorsqu'Israël avait bombardé le Liban en octobre dernier. Il y a en effet une logique dans cette fuite en avant : le gouvernement d'extrême droite veut réaliser le Grand Israël, contrôler — pour

## À la Une

le compte des États-Unis — tous les régimes alentour et briser toute contestation, y compris les mobilisations israéliennes comme celles qui ont vu le jour ces dernières semaines à Haïfa et Tel Aviv pour des négociations et contre les massacres. Et, provocation indécente, Macron a immédiatement annoncé son soutien à Israël, prétendant que l'attaque contre les sites nucléaires, les dirigeants iraniens et les plus de deux cents morts relevaient du « droit à se défendre », et proposant un soutien de la France à cette guerre. Celle-ci modifie donc nos tâches : nous devons nous opposer à la guerre d'Israël contre l'Iran, refuser la participation française, revendiquer le désarmement d'Israël, des sanctions, et la rupture complète des relations économiques, militaires, commerciales, universitaires, culturelles, etc.

### Mobilisation contre le Salon du Bourget

La prochaine étape de cette bataille est la mobilisation contre le Salon du Bourget les 21 et 22 juin. En effet, avec ses 2000 entreprises exposantes et ses 290 délégations, ce salon est un véritable marché de la mort. Israel Aerospace Industries, Elbit Systems et Rafael Advanced Defense Systems y exposeront leurs engins. Ces entreprises aux chiffres d'affaires se comptant en milliards fabriquent des drones, des missiles, des bateaux de combat. Manifester contre le Salon du Bourget, participer aux meetings, concerts et manifestations doit nous permettre de donner une visibilité au combat pour la Palestine, contre la politique génocidaire d'Israël et contre le militarisme impérialiste mondial en général — qu'on observe aussi avec l'attaque de la Russie contre l'Ukraine.

**Antoine Larrache**

## Acturama

### FACE À L'IMPUNITÉ D'ISRAËL, LA MOBILISATION S'INTENSIFIE



Paris, le 14 juin. © NPA



Saint-Denis, le 14 juin. © NPA



Montreuil, le 14 juin. © NPA

Depuis l'interception de la Flottille de la liberté, les manifestations de solidarité à Gaza et à la Palestine ont fortement mobilisé, notamment sous l'impulsion de LFI, mais pas seulement. Les organisations syndicales avaient elles aussi appelé à manifester samedi 14 juin, rencontrant un écho nouveau en raison des bombardements en Iran, à Saint-Denis, à Montreuil ou à Paris.



Place de la République à Paris, le 14 juin. © NPA

## USA Des millions de manifestantEs contre Trump

Au moins cinq millions de personnes ont participé à 2 000 manifestations «No Kings Day» dans les grandes villes et les petites localités des 50 États, la plus grande manifestation nationale jamais organisée contre Trump.

Dans une ambiance festive et rebelle, accompagnés de fanfares et de tambours, les manifestantEs ont scandé des slogans, chanté des chansons et brandi des pancartes avec des slogans tels que «No Kings since 1776» («Pas de rois depuis 1776») ou des pancartes s'opposant aux attaques du président Donald Trump contre les soins de santé, les programmes alimentaires pour les enfants et les personnes âgées, ou encore contre l'éducation et la science.

### Pas de rois! Liberté!

Certaines banderoles affichaient le slogan «Fight Oligarchy» (À bas l'oligarchie). Plus de pancartes que précédemment portaient le slogan «Non au fascisme!» Dans toutes les manifestations, il y avait davantage de drapeaux américains et de chants exprimant un désir de rédemption nationale. À New York, où j'ai manifesté, les gens scandaient «À qui appartient ce pays? À nous!» À Philadelphie, fer de lance des manifestations, l'historien Timothy Snyder a répété à plusieurs reprises «Pas de rois», et la foule a répondu «Liberté!» Il s'agissait presque exclusivement de manifestations pacifiques, sans incident notable. À Riverside, en Californie, un contre-manifestant poursuivi par la police a été trouvé en possession d'une arme à feu dans sa voiture. En Virginie, un homme a foncé avec sa grosse voiture sur les manifestantEs, blessant une personne. À Los Angeles, où les conflits duraient depuis plusieurs jours, quelques manifestantEs ont jeté des projectiles sur les forces de l'ordre, qui ont réagi en frappant et en arrêtant certains d'entre eux, mais il ne s'agissait là que d'un incident mineur dans le cadre d'une manifestation massive.

### L'anniversaire de Trump

Le No Kings Day a coïncidé avec le défilé militaire organisé par Trump pour célébrer



le 250<sup>e</sup> anniversaire de l'armée américaine, mais celui-ci coïncidait également avec son 79<sup>e</sup> anniversaire. Trump a dépensé 45 millions de dollars pour cette démonstration de puissance militaire qui a réuni 6 700 soldats, des chars de plusieurs guerres et d'autres véhicules militaires, tandis que des hélicoptères de combat survolaient le défilé et que l'équipe de parachutistes Golden Knights descendait du ciel pour remettre un drapeau au président. Des barrières avaient été érigées pour protéger le défilé et Trump avait averti que toute manifestation serait réprimée «avec une très grande force». Pour éviter tout conflit, les organisateurs de No Kings n'ont prévu aucune manifestation à Washington.

Les marches organisées à l'occasion du No Kings Day ont marqué l'aboutissement d'une semaine de manifestations à Los Angeles et dans 40 autres villes de 23 États contre les rafles, les arrestations et les expulsions menées par l'ICE (Immigration and Customs Enforcement), ainsi que contre le déploiement par Trump de la Garde nationale et des Marines à Los Angeles. L'ICE tente d'arrêter et d'expulser 3 000 personnes par jour, en interpellant des immigréEs sans papiers sur

leur lieu de travail dans les quartiers, et en arrêtant même des enfants dans les écoles. Lors de ces précédentes manifestations, les autorités de certaines villes ont tiré des gaz lacrymogènes, des grenades assourdissantes et des balles en caoutchouc, et ont arrêté des centaines de manifestantEs. Les raids et les manifestations locales contre l'immigration se poursuivent.

### Assassinats réactionnaires

Les organisateurs ont annulé les manifestations «No Kings» à Saint Paul, dans le Minnesota, en raison de l'assassinat politique de deux députés du Parti démocrate dans la région et des blessures infligées à deux autres personnes. La peur régnait car un tireur, déguisé en policier, était toujours en fuite. La police recherche Vance Boelter, un homme blanc de 57 ans, farouche opposant à l'avortement et aux personnes LGBTI. Il a voté pour Trump lors des dernières élections, possédait plusieurs armes à feu, était à la tête d'une société de sécurité privée et dirigeait également une organisation chrétienne à but non lucratif. Au moment où j'écris ces lignes, il a été arrêté. Le président Trump, qui a lui-même été la cible de deux tentatives d'assassinat, a condamné les meurtres du Minnesota et a proposé des ressources fédérales à l'État.

Les manifestations contre l'ICE et la journée No Kings ont représenté une nouvelle avancée pour la résistance contre Trump. Une fois de plus, les manifestations dans certaines villes, comme à New York, ont souffert d'un manque de participation proportionnelle des NoirEs et des LatinEs. Un mouvement comme celui-ci a besoin de plus de puissance, il a besoin de grèves et de désobéissance civile massive. La prochaine marche nationale contre Trump est prévue pour le 19 juin, jour de la célébration nationale de la fin de l'esclavage des NoirEs.

Dan La Botz

## ÉDUCATION Assassinat de Mélanie, un drame qui soulève des problèmes de fond

Le meurtre de Mélanie, assistante d'éducation poignardée par un élève de 14 ans, bouleverse et interroge. Ce drame témoigne d'une société incapable de protéger, d'éduquer et de prévenir. Face aux récupérations politiciennes, il faut pointer les responsabilités structurelles, la casse des services psycho-médico-sociaux de l'Éducation nationale et l'abandon des personnels. C'est tout un modèle de société qu'il faut remettre en question.

Une assistante d'éducation de 31 ans tuée sous les coups de couteau d'un élève de 14 ans, c'est un drame absolu. Personne ne devrait mourir sur son lieu de travail, à cause de son travail. Qu'un enfant de 14 ans ait construit le projet de tuer constitue une alerte majeure sur l'état de la société, sur la manière dont les interactions entre institution scolaire, réseaux sociaux et idéologie dominante méséduquent les enfants. Il y aurait beaucoup à détricoter pour essayer de comprendre sans raccourci; cela dépasserait largement l'espace d'un article.

### Refuser l'instrumentalisation

Il y a cependant un enjeu à refuser l'instrumentalisation de ce drame pour alimenter un projet politique ou pour masquer la responsabilité gouvernementales. Retaillieu en profite pour relancer son combat contre les projets d'émancipation: «Depuis des années, je dénonce les ravages de cette société permissive que les beaux esprits progressistes nous avaient vendue comme un progrès. Elle devait libérer. Elle a enfanté des barbares. Ce que nous payons aujourd'hui, c'est la

facture de Mai 68.» Macron prétend s'attaquer à un phénomène de «désinhibition de la violence» en voulant «réguler les réseaux sociaux». C'est dans la continuité de Bayrou qui déclarait le 25 janvier: «La santé mentale devra être la grande cause nationale de 2025» — comble de l'hypocrisie.

### Un système démantelé, des personnels abandonnés

Au moment du meurtre de Mélanie, les personnels des services psycho-médico-sociaux se rassemblaient devant le ministère pour dire: «Nous refusons que nos missions soient exercées au sein de pôles médico-sociaux départementaux qui mettent en danger notre statut et nos missions. Nous refusons d'être les figurantEs d'un simulacre de politique de santé scolaire, que nos métiers soient vidés de leur sens, que les élèves soient privéEs d'un accompagnement social de qualité.» Depuis 2003, des gouvernements ont tenté d'externaliser les services psycho-médico-sociaux, ce qui couperait toute coordination entre ces services et les équipes enseignantes ou les vies scolaires. Les mobilisations ont permis de freiner ce projet mais pas d'em-

pêcher la désorganisation de ces secteurs exsangues.

### Précarité, bas salaires et départs massifs

Chaque année, il manque dans les collèges et lycées des centaines de postes d'infirmières et d'assistantes sociales. Ces métiers presque totalement féminisés sont très mal payés. Les assistantes sociales de l'Éducation nationale démarrent avec 170€ de moins que leurs homologues des autres fonctions publiques. Il leur faut 18 ans pour atteindre 2 000€ mensuels, contre 9 ans ailleurs. Pour les infirmières, c'est

encore pire: en 2024, le syndicat FSU calculait un écart indiciaire mensuel de plus de 794€, auquel s'ajoute un écart indemnitaire de plus de 400€. Résultat: des départs massifs.

Il y a urgence. Ce drame en annonce d'autres. Nous partageons ce qu'écrit le sociologue Thomas Sauvadet: «Les valeurs de notre société libérale, liées au système capitaliste, fondé sur l'intérêt personnel et la compétition sociale, ne développent pas des capacités d'empathie extraordinaires.» Il est temps de changer radicalement les priorités.

Commission Éducation nationale



**No comment**  
S'il n'y a pas d'accord, la réforme [des retraites] telle qu'elle a été adoptée s'appliquera

FRANÇOIS BAYROU, le 17 juin 2025, en plein aveu de parodie de dialogue social et de lui-même.

## Agenda

**Jeudi 19 juin, Table ronde et débat «Colonialisme d'hier et d'aujourd'hui, quels liens entre l'islamophobie et la lutte pour la libération de la Palestine?»**, Paris 18<sup>e</sup>. À 18h 30 au Poulpe, 4 bis rue d'Oran.

**Jeudi 19 juin, Rencontres de la Brèche avec Vincent Bollenot, historien, autour de son livre La surveillance coloniale en France**, Paris 12<sup>e</sup>. À 19h à la librairie La Brèche, 27 rue Taine.

**Du 20 au 22 juin, Guerre à la guerre:**  
– **Vendredi 20 juin, meeting contre le génocide à Gaza et la course à l'armement**, à 19h, à la bourse du travail de Bobigny.

– **Samedi 21 juin, manifestation contre le salon du Bourget**. À 13h, bourse du travail de Bobigny. Puis de 16h à 23h, concerts contre les marchands de mort.

– **Dimanche 22 juin, village antiguerre**. Parc du mail de l'Hôtel de ville et bourse du travail de Bobigny.

**Samedi 21 juin, Deuxième rencontre nationale du réseau des collectifs locaux du NFP, Paris**. De 9h 30 à 17h, à la Bourse du travail (salle Hénaff), 29, boulevard du Temple, métro République.

**Samedi 28 juin, Marche des Fiertés LGBTQI+**. À 13h 30, métro Palais Royal-Musée du Louvre.

**Du 19 au 26 juillet, 40<sup>e</sup> édition des Rencontres Internationales Jeunes (RIJ), Wallonie (Belgique)**. Infos: jeunes@nouveauantiparticipant.org

**Du dimanche 24 au mercredi 27 août, 17<sup>e</sup> Université d'été du NPA-l'Anticapitaliste, Port-Leucate (11)**. Accueil le samedi 23 à partir de 14h et départ le jeudi 28 après le petit-déjeuner.

**Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur**  
**L'Anticapitaliste.org**

### L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion:**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration:**  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
1225-C-93922

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
1800 exemplaires

**Directrice de publication:**  
Penelope Duggan

**Secrétaire de rédaction:**  
Fabienne Brifault

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## AMÉRIQUE LATINE

### L'élection des juges au Mexique: un succès en demi-teinte pour la présidente

Le 1<sup>er</sup> juin dernier, les juges ont été élus au suffrage direct dans tout le Mexique. Une réforme sans précédent, portée par MORENA, qui recompose en profondeur le paysage institutionnel. Mais les critiques sur la transparence du processus et le contrôle croissant du pouvoir par le parti présidentiel tempèrent ce tournant historique.

Le 1<sup>er</sup> juin dernier a eu lieu dans tout le Mexique l'élection des juges à tous les échelons du pouvoir judiciaire. Des juges locaux aux membres de la Cour suprême fédérale, tous les postes étaient soumis au vote populaire.

#### Une réforme promesse de rupture

Cette réforme fondamentale, voulue par Andrés Manuel López Obrador, reprise par sa successeuse Claudia Sheinbaum et votée par leur parti, MORENA (Mouvement de régénération nationale), a profondément modifié l'architecture judiciaire du pays.

Depuis des décennies, le pouvoir judiciaire mexicain était largement corrompu, dominé par les forces de droite et les puissances économiques, parfois même infiltré par les narcotrafiquants. Réformer ce système avait été l'un des engagements clés d'AMLO lors de son élection en 2018. Ce n'est pourtant qu'à la fin de son mandat qu'il a lancé le processus, repris et mis en œuvre par Sheinbaum.

#### Un projet soutenu mais contesté

La réforme a suscité l'opposition virulente des partis de droite, étroitement liés à l'ancien système judiciaire. Mais elle a aussi rencontré la résistance de nombreux travailleurEs et fonctionnaires de la justice, dénonçant une réforme imposée sans concertation, aux effets sociaux contestables. En revanche, au sein de la population, elle a bénéficié d'un large soutien, tant le rejet du système judiciaire était profond.

Sur le plan politique, la mesure est défendable, notamment au vu des expériences récentes au Brésil ou en Argentine, où les appareils judiciaires ont été utilisés contre les gouvernements progressistes. Mais ses défauts sont notables : critères opaques de sélection des candidatEs, conditions de campagne floues, possibilité de manipulations... autant d'éléments qui renforcent les soupçons de concentration des pouvoirs. MORENA contrôle désormais la présidence, le Congrès et une part importante de la magistrature.

#### Une participation modeste mais symbolique

La droite et les grands médias avaient appelé au boycott, misant sur la complexité du scrutin et l'absence massive qui caractérise le pays.



Hugo Aguila. FACEBOOK

Ils espéraient une participation inférieure à 10%. Finalement, près de 13 millions de MexicainEs, soit 13% des inscritEs, se sont déplacés. Ce résultat reste limité, mais il signe tout de même un tournant historique. Ce basculement est incarné par l'élection de Hugo Aguilar Ortiz, indigène mixtèque et ancien proche des zapatistes, à la présidence de la Cour suprême. Mais dans un contexte où Claudia Sheinbaum jouit d'une popularité record (plus de 70%), la concentration du pouvoir ne garantit en rien qu'il servira les intérêts des travailleurEs. En témoigne, récemment, le refus du gouvernement d'abroger une réforme ultra-libérale de la fonction publique, abrogation pourtant promise à l'issue d'une longue grève des enseignantEs.

**Fabrice Thomas**

## KANAKY Cinq militants indépendantistes libérés mais toujours déportés

La cour d'appel a ordonné la libération de plusieurs dirigeants indépendantistes kanak, mais leur interdiction de séjour en Kanaky et les conditions de leur libération rappellent que la répression coloniale reste intacte. La mobilisation pour l'indépendance et pour le retour des exilés doit se poursuivre.

Le 12 juin, la chambre d'instruction de la cour d'appel a ordonné la libération de Christian Tein, président du FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste), ainsi que de trois responsables de la CCAT (Cellule de coordination des actions de terrain) : Dimitri Qenegei, Guillaume Vama et Erwan Waetheane. La cour a également confirmé la libération de Steeve Unë.

Mais ces libérations s'accompagnent de conditions inacceptables : obligation de résider en métropole, interdiction de se rendre en Kanaky et de communiquer avec les autres misEs en examen. Ces mesures sont une atteinte grave aux libertés et une poursuite du traitement colonial réservé aux militantEs indépendantistes.

#### Un désaveu pour le gouvernement

Cette décision l'accrédite : les accusations sont sans fondement juridique sérieux, motivées



Rassemblement le 12 juin devant la cour d'appel pour la libération des prisonniers politiques de Kanaky. PHOTO INSTAGRAM DU COLLECTIF DE SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE DU PEUPLE KANAKY

uniquement par la volonté politique du gouvernement Macron. Ce sont les ministres qui ont ordonné les arrestations, la déportation, et exigé le maintien en détention via le parquet. La justice, en décidant à nouveau la libération, inflige un désaveu à l'exécutif. Le NPA-L'Anticapitaliste se réjouit de ces

libérations et adresse tout son soutien aux militantEs kanak et à leurs proches, contraintEs pour beaucoup de venir en métropole pour les soutenir.

Christian Tein doit pouvoir participer aux discussions annoncées par Macron sur l'avenir institutionnel de la Kanaky. Initialement prévues pour la

mi-juin, elles sont reportées à début juillet mais leur tenue même est incertaine : le gouvernement est divisé entre ceux qui souhaitent dialoguer avec les indépendantistes et ceux qui cherchent à flatter les loyalistes radicalisés. Ces dernierEs, opposés à toute perspective d'autodétermination, ont pris à partie Marine Le Pen lors de sa visite à Nouméa pour avoir évoqué un hypothétique référendum dans trente ou quarante ans.

#### Poursuivre la lutte pour la libération

Le gouvernement français doit revenir sur le coup de force engagé pour bloquer le processus de décolonisation. Le soulèvement populaire kanak a imposé un recul, qu'il faut transformer en avancée vers l'indépendance. Il est temps de renouer un dialogue autour d'un calendrier de décolonisation, dans le respect de la volonté du peuple kanak et du classement par l'ONU de la Kanaky parmi les territoires à décoloniser.

Des mesures d'urgence sont également nécessaires pour faire face à la crise sociale profonde que traverse le pays : explosion du chômage, endettement des collectivités, infrastructures détruites par les soulèvements provoqués par l'attitude de l'État ou par les attaques des loyalistes. Enfin, il faut organiser le retour immédiat de touTEs les détenuEs kanak déportés en France, afin qu'ils puissent retrouver leurs familles et continuer à construire un avenir de liberté pour leur pays.

**CorrespondantEs**

## SURPÊCHE Pillage des eaux africaines

La raréfaction des ressources halieutiques sur les côtes africaines vient du dérèglement climatique et surtout d'une surpêche menée au profit des multinationales agroalimentaires des pays riches.

Les témoignages des pêcheurEs artisanaux convergent : les prises diminuent et la taille des poissons aussi. Selon les expertEs, les 51 espèces peuplant les eaux africaines — source essentielle de nourriture pour les populations — sont aujourd'hui menacées d'extinction. Au Sénégal, en seulement cinq ans, le nombre de sardinelles a chuté de 80%. Ce petit poisson pélagique, très bon marché, est au cœur de l'alimentation populaire et entre dans la composition du plat national : le thiéboudiène. La raréfaction des produits halieutiques suscite une profonde inquiétude pour de nombreux AfricainEs. Dans plusieurs pays côtiers, le poisson représente près de la moitié des apports en protéines animales. Selon les économistes, la pêche artisanale emploie en Afrique environ 12 millions de personnes — pêcheurEs, mareyeurEs, fumeurEs, vendeurEs.

#### Dérèglement climatique et surpêche

Les deux facteurs principaux de la baisse des ressources sont le dérèglement climatique et la surpêche.

La hausse des températures ne touche pas que la terre : les océans se réchauffent aussi, bouleversant des écosystèmes complexes. Les conséquences sont diverses : disparition des coraux, migration des espèces côtières vers des eaux plus froides, destruction des mangroves — un phénomène particulièrement préoccupant pour l'Afrique. Souvent comparées à des nurseries pour les poissons, ces zones leur offrent un abri face aux prédateurs jusqu'à l'âge adulte. Elles sont également appropriées pour la riziculture.

La surpêche est aussi liée à l'augmentation du nombre de pêcheurEs artisanaux. Face à un chômage massif touchant la jeunesse, beaucoup tentent leur chance dans ce secteur. En Sierra Leone, petit pays d'Afrique de l'Ouest, leur nombre a doublé en vingt ans, passant de 75 000 à 150 000.

#### Pêche industrielle délétère

Mais cette réalité ne doit pas masquer la cause principale de l'épuisement des ressources : la pêche industrielle. De véritables bateaux-usines sillonnent les côtes africaines toute l'année. Avec leurs filets géants, ils raclent les fonds marins, capturant toute la faune et causant des dégâts écologiques considérables.

Les règles encadrant la pêche dans les zones économiques exclusives varient selon les pays, mais elles sont jugées insuffisantes et peu respectées, tant par les professionnelLs artisanaux que par les militantEs écologistes. En Sierra Leone, un permis de pêche coûte entre 15 000 et 20 000 euros selon le tonnage du bateau, et autorise à pêcher toute l'année. Des pratiques de contournement sont fréquentes : l'usage de prête-noms locaux permet à des navires industriels d'obtenir des droits de pêche près des côtes tout en bénéficiant d'exonérations sur le carburant et d'aides pour les frais administratifs et portuaires.

#### L'essor des usines de farine

La pêche INN (illicite, non déclarée et non réglementée) prospère grâce aux carences des moyens maritimes des États africains, incapables de surveiller et d'arraisonner

les navires contrevenants.

La pêche industrielle progresse non seulement pour répondre à la demande occidentale, mais aussi pour alimenter les nombreuses usines de production d'huile et de farine de poisson.

Une soixantaine d'usines de ce type ont été implantées ces dernières années sur les côtes ouest-africaines. Résultat : les ressources halieutiques sont détournées de la consommation locale. Greenpeace estime que chaque année, 500 000 tonnes de poissons — de quoi nourrir 33 millions de personnes en Afrique — sont transformées en farine<sup>1</sup>. Ces farines servent à engraisser des poissons d'élevage (thon, saumon) destinés aux marchés européen et chinois, ou encore à alimenter des élevages industriels de porcs.

**Paul Martial**

1 — Greenpeace France, « En Afrique de l'Ouest, le drame du poisson volé », 11 juin 2021, <https://www.greenpeace.fr/en-afrique-de-louest-le-drame-du-poisson-vole/>

#### À lire sur le site



**En Italie, après l'échec du référendum, nouveau départ dans les luttes,** par Franco Turigliatto



**En Argentine, Cristina Kirchner condamnée et interdite d'élection,** par M.N.

Depuis 1969 et les émeutes de Stonewall, juin est devenu le mois des fiertés pour notre communauté, celle des personnes LGBTI. Cependant, nos célébrations politiques et revendicatives s'inscrivent dans le climat de plus en plus réactionnaire de la société. L'internationale fasciste ayant trouvé un regain depuis l'élection de Trump, les offensives contre les LGBTI s'intensifient. Le président américain a mis fin aux aides publiques pour les traitements de transition de genre des mineurEs, une femme trans ne peut légalement être considérée comme une femme au Royaume-Uni, et Orbán invisibilise la communauté en légiférant l'interdiction de la pride. À Kiev, la marche a de nouveau été attaquée par des néonazis, et Israël continue d'user du pinkwashing comme arme coloniale et outil de propagande pour minimiser les crimes perpétrés par son armée en Palestine. En France, la droite et l'extrême droite mènent une campagne haineuse contre la tenue de la marche des fiertés de Paris, attaquant l'affiche dénonçant l'internationale réactionnaire. Alors cette année encore, il est important de marcher avec fierté, pour consolider nos droits et en gagner de nouveaux, avec les LGBTI du monde entier. Nos fiertés sont politiques, et nos combats révolutionnaires.

**Par la Commission LGBTI**

**POUR NOS VIES, NOS FIERTÉS, NOS DROITS LGBTI,**

**MANIFESTONS NOMBREUX·ES!**

**Les thérapies de conversion, l'arme des réactionnaires**

Récemment, une initiative citoyenne européenne visant à interdire les thérapies de conversion dans l'Union européenne a été signée par plus d'un million de citoyenEs.

**S**i ce seuil oblige la Commission européenne à répondre à cette initiative, rien ne l'oblige à la transformer en un nouvel acte juridique européen. Aujourd'hui, ces pratiques sont proscrites dans seulement 7 pays de l'Union européenne, dont la France.

injection d'hormones, et même des pratiques très agressives telles que le traitement par électrochocs ou la lobotomie. Ces thérapies sont violentes, dangereuses, et laissent des séquelles psychologiques et parfois physiques durables chez les personnes qui en sont victimes. La mise en place de ces thérapies de conversion, conçues pour imposer les normes cis-hétérosexuelles, relève d'une volonté de corriger les modes de vie LGBTI considérés comme des déviances de l'ordre patriarcal et capitaliste.

fier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne, autrement dit les thérapies de conversion. Cette interdiction législative n'empêche pas des groupes religieux de mettre en place ces actes de torture. Torrent de Vie et Courage, deux associations chrétiennes, réalisent des thérapies de conversion, soutenues par certains diocèses sans qu'aucune condamnation pénale n'ait eu lieu. Dans de nombreux pays, les thérapies de conversion sont toujours tolérées et acceptées, bien qu'un rapport du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU de 2020 les considère « assimilables à de la torture ».

Unis, l'État du Colorado a adopté en 2019 une loi interdisant ces thérapies sur les personnes mineures, mais cette loi est aujourd'hui contestée devant la Cour suprême américaine qui pourrait autoriser ces pratiques dans l'ensemble du pays. Certains États pro-meuvent même ces pratiques. En Chine, les hôpitaux pratiquent l'électrothérapie ou l'hypnose pour guérir de l'homosexualité ou de la transidentité.

**Contre la correction des déviances**

Les thérapies de conversion sont un ensemble de pratiques pseudo-scientifiques réalisées dans l'objectif de « changer » l'orientation sexuelle ou l'identité de genre de la personne, le plus souvent des enfants. Elles découlent de l'hypothèse que toute sexualité non hétérosexuelle ou toute identité de genre minorisée relèveraient de troubles mentaux que la psychiatrie et la psychanalyse pourraient guérir. Souvent dispensées sans le consentement éclairé de la personne qui les subit, elles peuvent prendre plusieurs formes : séances d'exorcisme, privation de sommeil,

**Les classifications changent, mais pas partout**

La France a retiré l'homosexualité de sa classification des maladies mentales en 1992, deux ans après l'OMS (Organisation mondiale de la santé). La déclassification de la transidentité de la catégorie des affections psychiatriques de longue durée intervient en 2010, 12 ans avant l'OMS. La loi du 31 janvier 2022 interdit les pratiques visant à modi-

fier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne, autrement dit les thérapies de conversion. Cette interdiction législative n'empêche pas des groupes religieux de mettre en place ces actes de torture. Torrent de Vie et Courage, deux associations chrétiennes, réalisent des thérapies de conversion, soutenues par certains diocèses sans qu'aucune condamnation pénale n'ait eu lieu. Dans de nombreux pays, les thérapies de conversion sont toujours tolérées et acceptées, bien qu'un rapport du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU de 2020 les considère « assimilables à de la torture ».

Si la pétition européenne a le mérite de visibiliser ce phénomène, seules des mobilisations massives peuvent amener à des changements sur de tels sujets. Ce mois des fiertés est l'occasion de se saisir de cette question, afin d'élaborer des revendications pour protéger les jeunes LGBTI, en France comme à l'international.

Un rapport du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU de 2020 considère que les thérapies de conversion sont « assimilables à de la torture »

**PROTÉGEONS NOS CHÈRES TÊTES BLONDES!**



**VIH/SIDA: Contre le recul sans précédent sur la prévention et les traitements**

4 millions, c'est le nombre de décès estimés liés au sida (syndrome d'immunodéficience acquise) si les financements à la lutte contre le VIH (virus de l'immunodéficience humaine, responsable du sida) ne sont pas rétablis sur la période de 2025 à 2029, d'après l'ONUSIDA.

**D**epuis sa prise de fonction à la présidence des États-Unis, Donald Trump a mis fin aux financements de l'ONUSIDA, de l'aide au développement consacré à la lutte contre le VIH ainsi qu'aux programmes de recherche traitant cette question. En Europe, plusieurs gouvernements ont déjà réduit les subventions pour les projets internationaux liés à la santé sexuelle et à la lutte contre les IST (infections sexuellement transmissibles). Le gouvernement Bayrou a quant à lui décidé de réduire les financements des organisations internationales de santé.

**Les financements de la lutte contre le VIH à l'arrêt dans le monde**

Au vu de l'accélération de l'épidémie, la fin des financements à la lutte contre le VIH est une décision irresponsable. L'ONG Coalition Plus indique que 20 millions de personnes sous antirétroviraux (ARV) sont menacées d'une rupture de traitement. La fin de leur traitement met leur vie en danger. Les médicaments de prophylaxie pré-exposition (Prep), permettant d'éviter une contamination au VIH, ne sont plus financés dans un grand nombre de pays, notamment en Afrique.

La fin des financements occidentaux met en péril la survie de nombreuses associations communautaires luttant contre le VIH, partout dans le monde. Ces associations ont mis fin à de nombreuses activités de prévention, de dépistage et de soins. Ces organisations communautaires constituent également les seuls espaces de sociabilité auxquels s'attachent certains groupes sociaux, notamment les personnes LGBTI et les travailleurEs du sexe. L'arrêt de ces activités de prévention et de soins va toucher de manière disproportionnée les populations des pays dits du Sud où les systèmes sont dépendants de l'aide internationale.

**La répression contre les migrantEs a des effets sur la santé**

Au même moment, en France, l'État réduit les subventions des associations communautaires ou de santé sexuelle. Alors que les services publics de santé se détériorent, ces associations n'ont plus les moyens d'assurer leurs activités de prévention ou de soins. Cette austérité budgétaire a pour conséquence la dégradation des niveaux de vie des personnes vulnérables et en particulier les

personnes LGBTI et les migrantEs. Sur l'année 2023, 57% des découvertes de contamination concernaient des personnes nées à l'étranger, d'après Santé publique France. Ces contaminations sont la conséquence directe des politiques répressives à l'encontre des migrantEs.

En 2023, 57% des découvertes de contamination concernaient des personnes nées à l'étranger, conséquence directe des politiques de répression des migrantEs

Peu de mobilisations ont eu lieu ces derniers mois pour s'opposer à ces politiques austéritaires et racistes. Pourtant, il faut continuer de demander l'accès aux matériels de prévention, aux médicaments et aux traitements pour toutes partout dans le monde. Alors, il est plus qu'urgent de construire et de soutenir des mobilisations pour exiger des vrais moyens matériels et financiers pour mettre fin à l'épidémie du VIH et assurer des conditions de vie dignes aux personnes séropositives.

**Agenda**

**PRIDES À VENIR**

**JUIN**  
**21**

Biarritz, Carcassonne, Tourcoing

**JUIN**  
**28**

Amiens, Angoulême, Béziers, Lorient, Paris, Tarbes

**JUILLET**  
**05**

Le Havre, Le Mans, Marseille

**ÉCOLOGIE****La croisière, produit toxique du capitalisme**

*Le secteur des croisières incarne une synthèse des logiques capitalistes les plus destructrices : concentration, marketing de luxe, impunité fiscale et catastrophe écologique. Loin du rêve vendu par l'industrie, c'est un cauchemar pour la planète.*

Le secteur de la croisière est un exemple de structure hautement capitaliste. En apparence très diversifié, il est en réalité dominé par quatre groupes mondiaux : Carnival (38% du marché), Royal Caribbean (24%), MSC (12%) et Star Cruises (11%). La capacité totale de la flotte dépasse un million de passagers, et le nombre de croisiéristes a plus que doublé en dix ans.

Cette croissance repose sur la multiplication d'offres bon marché. Elle met en scène une marchandise immatérielle, ostentatoire, destinée aux classes moyennes et petites-bourgeoises, qui vivent le temps d'une traversée dans un luxe inaccessible au quotidien. Cette marchandise qui joue sur l'imaginaire est fortement convoitée.

**Pollution permanente, rêve empoisonné**

La croisière détruit l'environnement et pollue. À bord, c'est une gabegie énergétique. La consommation d'électricité est massive pour recréer l'univers d'un palace flottant dont les équipements tournent en permanence. En mer comme à quai, les navires émettent d'énormes quantités de dioxyde de carbone, d'oxydes d'azote et de soufre.

À titre de comparaison, un paquebot peut polluer autant qu'un million de voitures. Chaque passager émet en moyenne 390 grammes de CO<sub>2</sub> par kilomètre parcouru, soit 2,4 fois plus qu'un passager en avion. Le recours au gaz naturel liquéfié (GNL), présenté comme une alternative verte, est une fausse solution : sur 20 ans, son effet de serre est 80 fois plus puissant que celui du CO<sub>2</sub>.

À cette pollution de l'air s'ajoute celle de l'eau : eaux usées non traitées, déchets, métaux lourds... Les paquebots fragilisent durablement les écosystèmes marins. La fiscalité de ce secteur est injuste et inadaptée aux enjeux écologiques.

**Ports asphyxiés, résistances locales**

Marseille et Le Havre figurent parmi les trente ports les plus pollués d'Europe. Dans les zones portuaires, la concentration en particules fines est jusqu'à 20 fois plus élevée qu'ailleurs en ville. Des collectifs se mobilisent contre l'industrie des croisières. Au Havre, la contestation vise l'installation d'un nouveau terminal électrifié. Théoriquement plus propre, ce terminal n'oblige pas encore les navires à s'y connecter. Cela ne sera exigé qu'à partir de 2030.

Pour Édouard Philippe, maire du Havre, ce projet serait « l'ADN de la ville », en référence au passé transatlantique et au paquebot France. Mais cela revient à ignorer l'urgence climatique et la nécessité de réduire toutes les consommations d'énergie, y compris électriques. À l'inverse de la consommation raisonnable de ce qui est suffisant, ces monstres d'hubris offrent aux consommateurs un moment d'apothéose divine et ne font aucun cas des conséquences destructrices pour la planète.

**CorrespondantEs au Havre**



Le Conseil départemental du Loiret souhaite faire passer la dotation quotidienne par enfant suiviE de 37 euros à 17 euros. Cela aurait des conséquences concrètes : unE intervenantE passerait de 6,5 enfants suiviEs à 15 minimum, voire 17 ; unE psychologue devrait suivre plus de 100 enfants ; et, dans le meilleur des cas, il n'y aurait qu'une seule intervention hebdomadaire par enfant. En bref, cela dégraderait massivement la qualité de l'accompagnement et augmenterait les situations de danger.

**Suppressions de postes et mobilisations successives**

La baisse des dotations entraîne également un plan social sur l'ensemble de la Fondation Val de Loire, ainsi que la suppression des deux tiers des emplois sur le service DAPAD (Dispositif d'accompagnement au placement à domicile). C'est pourquoi les salariéEs se sont mobiliséEs massivement les 22 et 27 mai. Mardi 10 juin, toujours à l'initiative de l'intersyndicale SUD – FO – CFTD, un nouveau rassemblement a eu lieu à Orléans. Cette mobilisation a vu converger différentes structures de la protection de l'enfance à qui le département délègue l'accompagnement des enfants. Plus d'une cinquantaine de salariéEs de la Fondation Val de Loire, de l'AIDAPHI, de

**SOCIAL La protection de l'enfance mobilisée à Orléans**

*Depuis le 22 mai, le secteur de la protection de l'enfance est en lutte, avec en première ligne les salariées de la Fondation Val de Loire. À l'appel de leur intersyndicale SUD – FO – CFTD, elles protestent contre les coupes budgétaires imposées par le Conseil départemental du Loiret dirigé par la droite, qui vont aggraver les conditions de prise en charge des enfants.*



Rassemblement des salariéEs du secteur de la protection de l'enfance le 10 juin à Orléans. NPA-L'ANTICAPITALISTE

la Fondation La vie au grand air, de la Maison de l'enfance et d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale se sont ainsi rassembléEs devant les locaux du Conseil départemental pour soutenir les revendications des salariéEs du DAPAD. Florence Galzin, vice-présidente DVD en charge de l'enfance, a refusé de rencontrer une délégation de grévistes, marquant par là son mépris pour ces travailleurEs.

**Vers une mobilisation d'ampleur le 19 juin**

La mobilisation doit se poursuivre le 19 juin, à l'occasion de la prochaine session du Conseil départemental. Les salariéEs de la Fondation Val de Loire comptent en profiter pour solliciter une rencontre avec le président ainsi qu'avec l'ensemble des éluEs. La Maison de l'enfance sera elle aussi mobilisée ce 19 juin, pour alerter sur le sureffectif qui per-

sure depuis plusieurs années. En effet, elle accueille aujourd'hui 185 mineurEs pour seulement 114 places disponibles. Tous les professionnelLEs qui œuvrent au sein de la protection de l'enfance ont bien conscience qu'en retirant un maillon de la chaîne, les conséquences seront désastreuses pour les autres services. Ainsi, les agentEs de la Maison de l'enfance savent que chaque enfant que les associations ne peuvent accompagner sera pris en charge par une structure déjà sursaturée.

Tout l'enjeu est à présent de réussir à construire une mobilisation collective de tout le secteur de la protection de l'enfance.

**Correspondantes**

**À lire sur le site**

**À Carhaix, une première victoire pour les urgences**

**ANTIRACISME Les mineurEs isoléEs de Rouen toujours en lutte**

*Depuis plus de cinq semaines, une vingtaine de jeunes mineurEs isoléEs ont installé un campement devant la préfecture de Rouen, soutenuEs par des syndicats, des associations, des collectifs citoyens et de nombreuSEs bénévoles. Face à l'abandon des institutions – préfecture, département, rectorat – ces jeunes mènent une lutte déterminée pour faire valoir leurs droits élémentaires : être scolariséEs, logéEs dignement et avoir accès aux soins.*

Après une manifestation réussie le 10 mai, ponctuée de concerts de soutien, une délégation a été reçue à la préfecture le 12 mai, sans résultat. Le rectorat a fini par recevoir une délégation du collectif et de l'intersyndicale. Cinq jeunes ont été scolariséEs, uniquement parmi celles et ceux pris en charge par l'ASE (Aide sociale à l'enfance) ! L'Éducation nationale s'obstine à conditionner l'inscription scolaire à la présence d'un tuteur légal alors que cela n'a rien d'obligatoire.

Des cours symboliques ont été organisés devant le lycée Sembat à Sotteville, attirant une large couverture médiatique. Le message à la rectrice est clair : « Ces jeunes ne devraient pas être à l'extérieur, mais à l'intérieur du lycée ! » Une nouvelle manifestation a rassemblé près de 300 personnes le samedi 25 mai.

**Des refus arbitraires et une absence de protection**

Le lundi 2 juin, une audience a eu lieu au Conseil départemental avec une délégation composée d'un jeune mineur, de sa personne accompagnante, de représentantEs des associations RSM (Réseau de solidarité avec les migrantEs) et RESF (Réseau éducation sans frontières) et de l'intersyndicale de la protection de l'enfance. Cette délégation a dénoncé les évaluations biaisées qui refusent la reconnaissance de minorité à la majorité des jeunes, niant la validité de leurs documents et leur identité.

Plus d'un jeune sur deux est pourtant reconnu mineur par le juge des enfants après recours. Le collectif a démenti l'information propagée par le département selon laquelle ces jeunes

seraient majeurs : deux tiers sont actuellement en recours ou en appel. Le département n'a pu contester ces chiffres.

**Présomption de minorité et solidarité active**

Le collectif demande l'application d'une présomption de minorité pendant la durée des démarches – qui peuvent durer jusqu'à plus d'un an – période durant laquelle les jeunes restent à la rue, sans protection, sans école. Le refus de cette présomption constitue une

**En bref****Nucléaire Relaxe générale pour les inculpéEs de Bure.**

Trois militantEs poursuiviEs après une manifestation contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure (Meuse) ont été relaxés le 5 juin par la cour d'appel de Nancy après 8 ans de procédure.

Des années que les militantEs antinucléaires de Bure clament qu'il n'y a rien dans ce dossier : rien que de la répression politique bornée, de la surveillance achamée. Eh bien ! ça y est, nous y voilà : zéro charge retenue, zéro coupable, relaxe générale pour les trois dernierEs prévenuEs de cette « lamentable épopée judiciaire », comme le dit un avocat à l'issue de leur second passage devant la cour d'appel de Nancy.

Rappelons-nous : il y a huit ans, les terribles moyens policiers et de surveillance déployés à l'encontre des opposantEs et de leurs proches – moyens que la Cour des comptes vient d'évaluer à 10 millions d'euros.



Manifestation à Rouen le 25 mai pour les mineurEs isoléEs. RESF 76

violation de la Convention internationale des droits de l'enfant, déjà condamnée plusieurs fois par la justice. Le soutien des conseillerEs départementaux est désormais demandé.

La lutte continue grâce à la formidable détermination des jeunes. Une nouvelle manifestation a eu lieu le 11 juin rassemblant près de 300 personnes. Un grand élan de solidarité permet d'organiser les repas et toutes les formes d'aide nécessaires. Un repas solidaire, ouvert aux riverainEs, est prévu le 20 juin au campement.

**Correspondante locale**

Enquêtes disproportionnées, intimidations, harcèlement, violences : tout cela a lourdement pesé sur la vie des militantEs, qui, comme tant d'écologistes et de syndicalistes, savent ce qu'il en coûte de s'opposer au système, au patronat, à l'État. Cette relaxe, comme l'exprime le communiqué des « malfaiteurEs », est la défaite d'un système étatique qui instrumentalise la justice pour passer en force et frapper durement la contestation. Cette relaxe, c'est aussi – bien sûr – une victoire de la lutte collective, qui va continuer et s'amplifier contre le monstrueux projet d'enfouissement des déchets radioactifs, contre le nucléaire et son monde. Rendez-vous est pris le 20 septembre pour réunir les luttes d'hier, d'aujourd'hui et de demain dans une large manifestation d'opposition au projet Cigéo (Centre industriel de stockage géologique).

Toutes les informations : <https://manifbure.fr>

# Culture

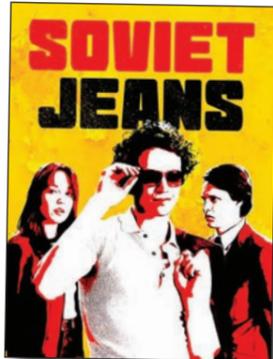
## SÉRIE *Soviet Jeans*, de Stanislavs Tokalovs et Teodora Markova

Série lettone, 2024. Disponible sur arte.tv jusqu'au 3 avril 2026.

Lettonie, fin des années 1970. Le pays fait partie du « bloc de l'Est », à son corps défendant. C'est le cadre choisi par les auteurs pour dérouler une gentille mais féroce satire visant le régime en place à Riga et l'omniprésente mainmise du Kremlin via le KGB.

### Glacis, rêves de liberté, de jeans et de Marlboro

Le mobilier, les vêtements, sont plus proches de ce qui se trouve en Suède que des standards soviétiques. Les automobiles, très présentes à l'image, véhiculent les clichés incarnant le glacis de l'Est, comme en écho à la tenue vesti-



mentaire des personnages, en particulier les incroyables pulls à losanges de Tina, metteuse en scène finlandaise présente à Riga pour y monter Hamlet. Elle découvre les rêves un peu minables des habitantEs éprisEs de liberté... de fumer des Marlboro et de porter des jeans denim. Tina rencontre aussi Renars, un costumier du théâtre. Leur histoire d'amour très sympa, au romantisme joyeux, bouleverse leur vie. Elle aime la liberté et les idées ; elle rappelle les personnages russes, fantasques et mélancoliques, amoureux de la poésie dans *Le chapiteau vert* de Ludmila Oulitskaïa. Il est beau parleur, s'oppose et résiste de fait à l'uniformité, par une attitude de petit trafiquant, superficiel mais charismatique. Il entretient son petit commerce en marge d'un système qui le tient, fait de lui un indic — mais il ne donne jamais de véritable info.

### Pouvoir, biopouvoir et mesquines ambitions

Cette galerie épatante de personnages hauts en couleur, que ne renieraient ni le romancier Paasilinna ni le cinéaste Kaurismäki — tous deux finlandais, connus pour leur verve, leur ironie mordante et leur cruauté — rend attachante cette énième évocation du pouvoir soviétique. La soif de pouvoir des petits bureaucrates et l'usage qu'ils font de leur position font froid dans le dos, à l'image de Maris, l'ambitieux galvanisé par sa jalousie. Enfin, le personnage principal est sans nul doute l'hôpital psychiatrique, lieu emblématique de la répression dans les pays du « socialisme réel », mais aussi cadre classique des situations burlesques. Comme le dit le très subtil chef de service : « *Fais attention, il y en a qui sont vraiment malades* », confirmant le doute qui plane : qui sont les victimes de la répression ? Qui sont les malchanceux arrivés là un peu par hasard ? Qui sont les vrais malades ? Au passage, une satire virulente de la psychiatrie — dont le bloc de l'Est n'a pas, dans les années 1970, le monopole ! Une série efficace, agréable et instructive !

Vincent Gibelin et Fabienne Dolet



## RÉCIT *Quarante jours dans la jungle*, de Mat Youkee

Éditions Marchialy, 2025, 350 pages, 22 euros.

Tiré d'une histoire qui a tenu la Colombie et le monde en haleine — la disparition de quatre enfants dans la jungle —, l'ouvrage de Mat Youkee est un livre passionnant qui se lit comme un roman.

### HK-2083

Aussitôt connue la disparition du Cessna, petit avion charter per-

mettant la liaison d'une ville à l'autre de la jungle colombienne, les recherches se mettent en place. Menées par l'armée, elles finissent par intégrer une brigade indigène, à laquelle une vraie place est laissée. L'institution militaire admet que la science ne peut pas tout, et que les détenteurs de savoirs ancestraux ont une approche plus subtile d'un milieu qu'ils perçoivent non comme hostile, mais comme le leur.

Il faudra pourtant quarante jours pour retrouver la fratrie rescapée. Les adultes — la mère des enfants, un passager et le pilote — sont morts sur le coup. Mais les enfants, Lesly (13 ans), Soleiny (8 ans), Tien (3 ans)

et Cristin, bébé de quelques mois, survivent, exploitent les maigres réserves de l'avion puis s'adaptent à la jungle qu'ils connaissent. Ils s'alimentent notamment grâce aux fruits de milpesos, substitut nutritif suffisant pour survivre.

### De la rigueur et une plume !

Au-delà du récit minutieux d'une histoire suffisamment romanesque pour captiver un pays tout entier, l'habileté de l'auteur réside dans la construction très intelligente de son ouvrage. La première partie est consacrée à Magdalena, la mère — morte sur le coup, elle n'intervient pas directement dans le récit. Pourtant, au fil de son histoire,

on découvre de nombreux personnages qui apparaîtront ensuite, ainsi que les rapports complexes qu'entretient la population indigène avec les guérillas, notamment les FARC.

La troisième partie permet à l'auteur de déconstruire les versions fantaisistes, voire complotistes, qui ont surgi après les quarante jours, mettant en doute la capacité de ces enfants indigènes à survivre grâce à leur connaissance du milieu.

Une écriture alerte et précise achève de faire de ce livre un ouvrage qui se dévore, pour le plus grand plaisir des lectrices et lecteurs — et pour leur édification.

Claude Moro

# Vie du NPA l'Anticapitaliste

**Melun Comprendre l'extrême droite pour mieux la combattre avec Ugo Palheta.** Le 13 juin, le comité de Melun a organisé une réunion publique avec le sociologue Ugo Palheta, spécialiste de l'extrême droite. Une discussion entre les vingt participantEs a suivi l'exposé des thèses de son livre *Comment le fascisme gagne*, animé par un camarade aide-soignant en Ehpad, dans une atmosphère chaleureuse — et pas seulement à cause du dérèglement climatique.

La lutte contre l'extrême droite passe d'abord par la compréhension de son ascension. L'un des principaux moteurs du vote d'extrême droite est la peur du déclassement, dans un contexte de concurrence accrue imposé par le néolibéralisme. Aujourd'hui, cette extrême droite bénéficie du soutien d'une partie importante de la grande bourgeoisie, car elle permet de poursuivre les offensives contre les droits sociaux tout en stabilisant les forces sociales — notamment par un usage plus généralisé de la violence et du racisme. La lutte contre l'extrême droite doit aussi se mener dans la rue : les luttes sociales sont l'essence même de la gauche. Cette lutte doit être unitaire, mais sans compromission avec un centre-gauche qui, en trahissant, démobilise notre camp social.

Léo, pour le comité Melun

### Strasbourg Après une semaine de lutte, poursuivre la riposte LGBTI.

Réunion publique, marche des fiertés, mobilisation contre les offensives réactionnaires : la semaine du 11 juin a été marquée par la riposte LGBTI à Strasbourg.



Strasbourg, RIPOSTE LGBTI

Ce mercredi 11 juin, les Jeunesses anticapitalistes Strasbourg, le NPA 67 et la commission LGBTI du NPA organisaient une réunion publique : Face aux idées transphobes et réacs, construisons la riposte LGBTI !

Cette réunion a permis de dresser le bilan des offensives LGBTIphobes, transphobes et réactionnaires en France et dans le monde, mais également d'évoquer la riposte pour reprendre la rue !

Pendant qu'aux États-Unis Trump signe des décrets transphobes, que la Cour suprême du Royaume-Uni exclut les femmes transgenres de droits fondamentaux, en France les Retailleau et autres anciens soutiens de « La Manif pour tous » signent une proposition de loi contre l'accès aux démarches de transition pour les mineurEs trans. Ces attaques contre les conditions de vie et les droits des personnes LGBTI nécessitent une contre-offensive. Le samedi 14 juin, près de 7 000 personnes ont participé à la marche des fiertés à Strasbourg, avec des mots d'ordre antifascistes et exigeant de nouveaux droits !

Poursuivons la lutte !

CorrespondantEs

### Rouen et Rennes Présentation du Manifeste pour une révolution écosocialiste.

Notre camarade Christine Poupin a été mise à contribution, deux semaines de suite, à Rouen d'abord, à Rennes ensuite, pour présenter le Manifeste à une assistance modeste mais très attentive. De la genèse de ce texte à la démarche d'élaboration démocratique du plan, de la nécessaire décroissance, certes, mais décroissance démocratique, à l'indispensable prise en compte des limites de la planète ; de la convergence des luttes des exploités à l'articulation des combats des opprimés ; de la méthode transitoire à l'inéluctable affrontement avec la bourgeoisie, notre camarade a brossé à grands traits la pertinence et l'utilité de ce texte pour armer les militantEs dans la période actuelle, pour faire face à la polycrise qui secoue le système capitaliste et s'organiser pour combattre la montée des différentes versions de la droite extrême dans le monde, et le risque avéré d'avènement du fascisme.

Puis, à la suite de cet exposé détaillé mais très accessible, la salle a pris la parole pour un échange très riche : des questions pour en savoir plus, pour soulever des sujets non abordés dans l'exposé — pêle-mêle l'arrêt du nucléaire, la question de l'antimilitarisme, la pertinence de la réduction de l'appareil productif, mais aussi les ZFE, les municipales, etc. Autant d'interventions mettant bien en évidence que la politique touche autant à tous les compartiments de notre vie quotidienne qu'aux grands choix stratégiques pour la révolution écosocialiste !

CorrespondantEs

### La Faye Succès de la fête anticapitaliste.

Ce samedi 14 juin à La Faye, dans le Ruffécois (Charente), nous étions une centaine à participer à la fête anticapitaliste organisée par le NPA. Une immense réussite



NPA-L'ANTICAPITALISTE

pour notre tout jeune comité — une petite victoire.

C'est un signal fort adressé à l'extrême droite et à la députée RN du coin, Caroline Colombier. Notre fête était un appel à l'unité, un appel à continuer de faire front populaire face aux idées du RN.

Même dans un village de 600 habitantEs, à 45 minutes des grandes villes, nous avons réussi à mobiliser du monde. La résistance est là. Il faut la cultiver : en créant des espaces de débats, en organisant des luttes ensemble, en se présentant ensemble aux élections.

Autour du débat « *Comment faire reculer l'extrême droite en milieu rural ?* », nous avons rassemblé une bonne partie du tissu associatif, syndical et politique local. Dans la lignée du Nouveau Front populaire (NFP). Unitaire et révolutionnaire : voici notre mot d'ordre pour les mois à venir. On continue les combats sur tous les fronts, et on continue de construire un parti anticapitaliste ouvert et pluriel. Alors, rejoignez-nous !

### Le Mans Meeting du NFP avec Pauline Salingue.

En juin 2024, la candidature de Marie-Caroline Le Pen aux législatives bouscule la 4<sup>e</sup> circonscription de la Sarthe. Un comité NFP se constitue pour porter la candidature d'Élise Leboucher, qui est réélue députée. Devant l'urgence de poursuivre la lutte contre le RN, le comité reste actif. Mercredi 11 juin, un meeting réunissant les députéEs Élise Leboucher (LFI), Mathias Tavel (LFI) et Benjamin Lucas (Génération.s), ainsi que Pauline Salingue (porte-parole du NPA) a été organisé dans le cadre de ce comité NFP sur les thèmes de l'emploi et de l'industrie, devant 80 personnes. Cette circonscription est en effet particulièrement touchée par des plans de licenciement et des fermetures d'usines dans le secteur automobile, notamment chez Valéo et NTN Transmissions. L'intervention de Pauline a permis de rappeler nos revendications : défense des services publics, interdiction des licenciements et refus que les salariéEs soient contraintEs d'accepter n'importe quel emploi à n'importe quel prix.

## Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, M° Daumesnil

★ la-breche.com

01 49 28 52 44 ► contact@la-breche.com

# SOLIDARITÉ PALESTINE « Le moindre lien avec l'économie de guerre de l'État d'Israël doit être dénoncé et entravé »

**Entretien. Kamel Brahmî, secrétaire général de l'union départementale CGT de Seine-Saint-Denis qui participe à l'organisation du Contre-Salon du Bourget les 20, 21 et 22 juin, a répondu à nos questions.**

**Peux-tu revenir sur le cadre unitaire qui organise ces 3 jours de mobilisation contre le Salon du Bourget ?**

La construction du contre-salon s'est faite grâce à l'impulsion de collectifs et d'une coalition (Guerre à la guerre) engagés contre le militarisme, les guerres coloniales et impériales. Ce sont des militantEs qui par ailleurs articulent les luttes contre l'extrême droite, le patriarcat, l'exploitation capitaliste, le saccage de la planète, comme autant de ferments des guerres actuelles et à venir.

Des camarades de la CGT sont par ailleurs actifs dans ces mouvements (Stop Arming Israel notamment) et ont fait le lien avec l'UD CGT 93. Et nous avons construit un appel particulier des organisations syndicales de la Seine Saint-Denis, pour impulser la mise en mouvement des travailleuses et des travailleurs autour de cette exigence de paix et de bataille contre l'économie de guerre, au cœur des enjeux.

**En quoi cette année, les enjeux d'une mobilisation large sont-ils d'une actualité brûlante ?**

Un syndicaliste te dira toujours que c'est le moment de se mobiliser. Mais c'est effectivement « chaud » et inquiétant sur le front politique et social actuellement. Le monde du travail doit impérativement se faire entendre et pour cela il faut construire les luttes avec la volonté de faire converger pour alimenter et soulever LA lutte.

Le capital veut faire main basse sur nos retraites, un pilier de nos conquies sociaux ; les budgets militaires explosent, et « l'argent magique » pour financer cette course à l'armement c'est celui des salariéEs, de nos services publics, nos droits sociaux, nos salaires.

L'extrême droite a mis ses idées au pouvoir, et attend que les libéraux lui donnent les clefs de l'Élysée. Au niveau international, le fascisme nous donne un aperçu du danger qu'il représente : tronçonneuse pour les plus précaires, chasse aux migrantEs, aux homosexuellEs, massacre des PalestinienNEs. Le climat pousse à la riposte.

**Quels sont les enjeux et la place que les organisations syndicales, et en particulier l'UD 93 doivent prendre dans la construction de cette mobilisation ?**

Capitalisme libertarien, racismes et guerres sont des armes des puissants pour maintenir leurs dominations. La responsabilité des organisations syndicales est donc toute particulière. Nous sommes peut-être les dernières



organisations à maintenir des liens conséquents avec la pluralité et la diversité de la société. Ce qui fait des organisations syndicales combattives un outil de terrain précieux pour mobiliser les masses. Un salon de l'armement, avec des engins qui coûtent des millions d'euros, sur un territoire populaire, qui accueille de nombreuses migrations liées aux conflits dans le monde (Asie, Afrique sub-saharienne, corne de l'Afrique), c'est presque une provocation.

Les dernières initiatives des camarades dockers de la CGT qui ont refusé d'embarquer des armes à destination de l'armée génocidaire d'Israël montrent qu'il est possible d'agir concrètement en refusant d'être les rouages de cette entreprise de guerre, et de faire respecter la justice et le droit. Nous souhaitons amplifier la prise en compte sur les lieux de travail de ces sujets et organiser la résistance à la complicité au génocide. Il s'agit de pointer tous les secteurs, pas uniquement l'industrie et le transport. Dans les banques, les services... le moindre lien avec l'économie de guerre de l'État d'Israël doit être dénoncé et entravé.

**Les camarades dockers de la CGT qui ont refusé d'embarquer des armes à destination de l'armée génocidaire d'Israël montrent qu'il est possible d'agir concrètement**

La dernière réunion nationale des dirigeantEs de la CGT a porté cette exigence. Cela fait aussi écho à une des revendications majeures que porte la CGT. Les salariéEs doivent avoir de réels pouvoirs sur l'organisation de leur travail et sur le contenu et la finalité de leur production. Dans notre département, je n'ai rencontré aucunE salariéE qui souhaite participer au génocide à Gaza ou à l'écocide. Ce

**PRÉ - PROGRAMME**

**VENDREDI 20 JUIN 19H**  
BOURSE DU TRAVAIL DE BOBIGNY  
Meeting contre le génocide à Gaza et la course à l'armement

**SAMEDI 21 JUIN 13H**  
AU DÉPART DE LA BOURSE DU TRAVAIL DE BOBIGNY  
Grande manifestation contre le Salon du Bourget

**DIMANCHE 22 JUIN 11H - 19H**  
PARC DU MAIL DE L'HÔTEL DE VILLE ET BOURSE DU TRAVAIL DE BOBIGNY  
Village anti-guerre avec stands, débats, ateliers politiques et artistiques, concerts...

contre-salon du Bourget aura aussi l'ambition de mettre toutes ces questions sur la table et de travailler les liens entre organisations, pour bâtir une dynamique de masse.

**Quels seront les temps forts de ces 3 jours et quelles perspectives peuvent-ils ouvrir ?**

La manifestation de samedi 21 juin sera un moment important. Une centaine d'organisations appellent à la manif. Cela sera l'occasion de donner à voir l'opposition populaire à leur monde sous le mot d'ordre : « Vos guerres, vos profits, nos morts : halte au génocide à Gaza ! ». Une manif qui part du cœur de la Seine-Saint-Denis, territoire le plus jeune et le plus pauvre de l'hexagone, pour aller vers un showroom qui pèse des milliards, alors que souvent la guerre est une passion de la bourgeoisie grisonnante pour le malheur des jeunes prolétaires, c'est un sacré symbole !

Un débat prévu dimanche 22 juin avec des syndicalistes, de la CGT et Solidaires, sur les manières d'agir dans l'entreprise, autant pour mobiliser les salariéEs que pour travailler sur les transformations civiles de technologies militaires comme le porte la CGT Thales avec l'imagerie médicale. Ce sera aussi, je pense, un temps fort. On doit dépasser cette opposition instrumentalisée par les

capitalistes, entre économies de paix et emploi dans l'industrie militaire. Porter des projets alternatifs est un levier pour gagner l'adhésion large des travailleuses et travailleurs. Partir du monde du travail, s'appuyer sur les collectifs militants, pour interpeller, conscientiser, s'engager, afin de soulever un mouvement de masse. On souhaite tracer cette perspective, et chaque geste, chaque action peut compter.

*Propos recueillis par Cathy Billard*

**Suis-nous**

[linktr.ee/lanticapitaliste](https://linktr.ee/lanticapitaliste)

lanticapitaliste.org  
NPALanticapitaliste  
l\_anticapitaliste  
Lanticapitalis1  
anticapitaliste.presse  
lanticapitaliste



**Retrouve-nous**

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

**Découvre notre presse**

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

**l'Anticapitaliste**  
la revue

Le n°165 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

**l'Anticapitaliste**,  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil cedex.



**Abonne-toi**



**Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !**

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

**Contacte-nous**

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)



**Dis-nous**

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

